



The fight for telework that works

- ▶ Treasury Board's decision to mandate workers back into the office three days per week isn't just a misstep; it's a failure by Canada's largest employer to adapt, innovate, and truly lead in the face of the future of work.
- ▶ We know you're incredibly frustrated and angered by this announcement. Over 60,000 members filled out our online survey to share your experiences, and more than 45,000 have taken action to oppose the mandate.
- ▶ Let's be clear, Treasury Board made this decision without any consultation with your union and in direct violation of your collective bargaining rights.
- ▶ Everyone's job and situation are unique, and a cookie cutter approach to telework can't be applied to Canada's diverse public service. Overwhelming evidence proves that telework improves work-life balance, increases productivity for workers, helps with affordability and reduces pollution.
- ▶ PSAC has heard time and time again from workers obligated to report to offices where instead of conducting in-person work, they spend all day on virtual meetings with colleagues across the country.
- ▶ We've seen throughout the pandemic that federal public service workers can continue to deliver for Canadians – whether they're working from home or in the office, and that still rings true today.
- ▶ We negotiated strong telework language in our collective agreements so that workers have a say in their telework arrangements and a mechanism to dispute it if it's being unfairly applied to them.
- ▶ Yet the government continues to delay the creation of joint remote work panels to expedite remote work issues while trampling over your rights with their one-size-fits-non mandate.



It's time to fight back.
Find out what PSAC is doing to protect your rights around telework and how you can get involved.

Pour un régime de télétravail qui a du sens

- ▶ La décision prise par le Conseil du Trésor d'imposer la présence au bureau trois jours par semaine n'est pas qu'un faux pas; c'est le signe que l'employeur le plus important du pays est incapable de s'adapter, d'innover et de mener la charge pour faire évoluer les modes de travail.
- ▶ Nous sommes terriblement frustrés et fâchés par cette annonce. Plus de 60 000 membres ont rempli un sondage pour dire ce qu'ils en pensent et plus de 45 000 membres se sont prononcés contre la décision.
- ▶ Soyons clairs, le Conseil du Trésor a fait ce choix sans jamais consulter les syndicats ni se préoccuper des droits des travailleuses et travailleurs.
- ▶ Un plan de télétravail à l'emporte-pièce ne peut tout simplement pas s'appliquer à un effectif aussi diversifié que celui de la fonction publique. D'autant plus qu'il a été amplement prouvé que le télétravail favorise non seulement la productivité et la conciliation travail-vie personnelle, mais réduit aussi les dépenses et la pollution.
- ▶ Vous êtes nombreux à signaler qu'une fois sur place, vous finissez par passer les journées devant un écran, en vidéoconférence avec vos collègues d'un bout à l'autre du pays.
- ▶ Comme on l'a vu durant la pandémie, les fonctionnaires n'ont pas besoin d'être au bureau pour bien servir la population. C'est toujours le cas.
- ▶ Voilà pourquoi l'AFPC s'est tant battue pour faire inscrire le télétravail dans ses conventions collectives. Notre objectif est de veiller à ce que vous ayez des recours si vous croyez que les modalités de télétravail ne sont pas appliquées justement.
- ▶ De son côté, le gouvernement tarde encore à former les comités mixtes promis, choisissant plutôt de bafouer vos droits avec sa décision inadaptée à la réalité.



Ça ne se passera pas comme ça.
Informez-vous sur ce que fait l'AFPC pour protéger vos droits et sur la façon dont vous pouvez vous impliquer.